

M. Béchar: Les contingents relèvent de la Commission canadienne du blé qui doit s'assurer que tous les producteurs soient autant que possible traités également en ce qui a trait à l'application des règlements visant les contingents. Toute initiative de la Commission est donc prise dans le cadre de ses fonctions. Tous les députés formulent le vœu, j'en suis certain, que l'administration du régime des contingents soit aussi équitable que possible et qu'aucun producteur ne soit plus favorisé que les autres.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES—LE PROJET FRANÇAIS
D'ESSAIS NUCLÉAIRES—LE FINANCEMENT DE
«GREENPEACE III».

M. Mark Rose (Fraser Valley-Ouest): Je prends la parole ce soir sur un sujet d'une extrême gravité. Sans vouloir exagérer, je crois que si l'humanité ne met pas fin bientôt à la prolifération des armements nucléaires et aux essais de ces armes, tous les problèmes nationaux que nous débattons interminablement tous les jours seront relégués au second plan.

M. Gleave: Ne savez-vous donc pas que Nixon est allé là-bas discuter de ces choses-là?

M. Rose: On a vu comment ont progressé les pourparlers SALT. En effet, comme mon honorable ami de Saskatoon-Biggar (M. Gleave) me le rappelle, on peut trouver quelque sujet de satisfaction dans le fait que le président des États-Unis, M. Richard Nixon, se trouve actuellement en U.R.S.S. et que les dirigeants des deux pays tentent de limiter dans une certaine mesure la prolifération des armements nucléaires et d'obtenir une sorte de trêve dans ce domaine. Je me préoccupe tout particulièrement ce soir des projets d'essais nucléaires dans l'atmosphère qui doivent être mis à exécution à la mi-juin 1972. La France et la République populaire de Chine sont toutes deux des puissances nucléaires et se livrent à des essais, mais ni l'une ni l'autre n'a signé le traité de non-prolifération.

Monsieur l'Orateur, le pays d'origine des retombées radioactives m'importe peu, et il en va de même pour tout le monde. Elles ont les mêmes effets horribles, quelle que soit leur source. Les experts en écologie humaine nous disent que les radiations, même à leur intensité actuelle, peuvent causer des tumeurs malignes et qu'elles peuvent entraîner des mutations génétiques à plusieurs générations d'intervalle. Il est par conséquent clair qu'il faut résister vigoureusement et résolument à la poursuite des essais nucléaires, non pas seulement au nom de nos contemporains; nous devons prendre aussi un engagement envers ceux qui sont encore à naître, un engagement qui épargnera à nos petits-enfants les conséquences désastreuses de l'étourderie de ceux qui font exploser des bombes aujourd'hui.

• (2210)

C'est pourquoi—en fait, ce sont les principales raisons pour lesquelles je me suis lancé dans la politique—je m'oppose farouchement aux essais nucléaires. C'est pourquoi j'ai posé toutes ces questions hier au secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) et aussi au premier ministre (M. Trudeau). Pourquoi, je vous le demande, le Canada ne participerait-il pas au financement de la croisière de protestation du *Greenpeace III*? Son but cadre parfaitement avec la politique du gouvernement canadien. En outre, beaucoup de gens font remarquer que l'on dépense des millions de dollars pour presque n'importe quoi. Il me semble que ce serait une très bonne cause et je

[M. Thompson (Red Deer).]

regrette que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ait refusé.

Je demande également pourquoi le premier ministre n'enverrait pas un message de félicitations et d'encouragement à *Greenpeace III* comme il l'a fait pour *Greenpeace II* en route pour Amchitka? En tant que dirigeant de notre pays—que je sois ou non d'accord avec lui et son parti—son appui et le prestige de sa charge auraient des effets considérables sur l'opinion mondiale.

En conclusion, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et le ministre de l'Environnement (M. Davis) ont l'intention de participer à la conférence sur l'environnement humain qui se tiendra à Stockholm du 5 au 16 juin. J'ignore si les essais nucléaires seront une question majeure à l'ordre du jour, mais ne serait-il pas curieux, alors que les diplomates seraient en train de discuter des pollueurs de notre environnement, si au même moment la France procédait à un essai atomique au-dessus du Pacifique? J'espère que si les essais atomiques ne sont pas un des principaux sujets prévus à l'ordre du jour, la délégation canadienne les fera passer au premier rang pendant cette conférence en se montrant intransigeante et en faisant de l'obstruction systématique et tout ce qu'il faudra. Alors ma fille et le jeune fils du premier ministre pourront grandir dans un monde exempt d'autre contamination nucléaire.

M. Bruce Howard (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, en tant que Canadien, et surtout en tant qu'habitant de la Colombie-Britannique, je m'inquiète autant que le député de Fraser Valley-Ouest (M. Rose) de l'essai nucléaire qui doit avoir lieu bientôt dans le Pacifique. Je suis bien d'accord avec le député que c'est une situation déplorable, et je peux lui assurer que le gouvernement et la population du Canada partagent son inquiétude. Bon nombre de Canadiens partagent l'objectif commun, qui est d'essayer de persuader le gouvernement français, et les autres, de renoncer à ce genre d'essai nucléaire.

Comme l'a dit le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) le 10 mai, le gouvernement a présenté des instances officielles au gouvernement français, lui exprimant son opposition à ces essais nucléaires—à vrai dire, nous nous opposons aux essais par n'importe quel pays—dans tous les milieux, mais tout particulièrement dans l'atmosphère. Dans nos instances, nous avons demandé au gouvernement français de réexaminer ses projets pour une nouvelle série d'essais dans le Sud du Pacifique. Les gouvernements n'ont recours à des instances de ce genre que pour exprimer leur point de vue sur des questions d'importance primordiale. On s'est demandé si un appui direct du gouvernement à la Fondation Greenpeace, ou à toute autre association privée de citoyens, pourrait ajouter à la force globale de ces instances.

Ce qui frappe au sujet de l'action menée par la fondation Greenpeace et du grand nombre de lettres que les Canadiens ont envoyées au gouvernement français, c'est que toutes ces démarches ont été faites spontanément et sont la manifestation de l'opinion de gens auxquels la question tient assez à cœur pour faire connaître leurs vues. Ils se sont vus contraints de prendre des mesures directes. Si le gouvernement du Canada avait soutenu officiellement et, en particulier, accordé son appui financier à la Fondation Greenpeace, on aurait pu croire, à tort que cet organisme privé servait de porte-parole, en quelque sorte, au gouvernement canadien.